



Innovation, une nouvelle prescription ?

Valorisée par les discours institutionnels, les salons et les « appellations », l'innovation semble créer des dynamiques dans les écoles. Christine Passerieux, militante de l'éducation nouvelle, interroge la pertinence, la déontologie ou le principe de solution miracle qui semble dévolus à cette dimension innovante. Elle alerte sur les risques d'une pédagogie officielle qui ferait passer l'enseignant de concepteur à simple exécutant.

PAS DE SOLUTION MIRACLE

Depuis plusieurs années, certaines expérimentations ou démarches pédagogiques sont largement relayées médiatiquement. Elles prennent souvent la terminologie d'innovation, englobant des pratiques et des conceptions très différentes. Elles deviennent même parfois des prescriptions institutionnelles au mépris de la liberté pédagogique. Le relais fort de ces propositions interroge sur la pression portée sur les enseignants, la prise de recul et sur leur mise en pratique. Christine, enseignante en Gironde, regrette que souvent, « des pratiques intéressantes se positionnent en opposition à une pédagogie dite traditionnelle qui n'est pas définie. Alors, la professionnalité ordinaire serait mauvaise ? » interroge-t-elle. Sabrina, du Finistère, confirme la culpabilisation que portent les enseignants, qui, associée à un manque de formation, « entraîne les collègues à chercher

des gourous ». Du coup, plutôt que d'accepter de ne pas être « une enseignante 100% parfaite » ou se détacher en analysant ce qui ne marche pas, on va aller chercher une recette donnée comme prodige. D'autant qu'elle est présentée comme facile et innovante. Et puis, il y a cette idée que « la pédagogie relèverait de l'intuition, comme si enseigner c'était naturel », complète-t-elle. « Ce qui rend le refus des méthodes « pensée en main » encore plus difficile : non seulement, intrinsèquement, je ne suis pas une bonne enseignante, mais en plus, je ne cherche pas à progresser ». De son côté, Christine insiste sur le besoin de trouver des impulsions dans le métier qui redonnent « des étincelles dans les yeux ». Pour Christine Passerieux, la remobilisation du métier, ne peut pas passer par la mise en application d'une solution présentée malhonnêtement comme miracle, mais bien par une reconstruction du collectif.



« Une conception naturalisante qui est une remise en cause de l'égalité »

CHRISTINE PASSERIEUX

Après avoir été enseignante, conseillère pédagogique, associée à l'équipe ESCOL, Christine Passerieux continue son militantisme dans l'éducation nouvelle, en particulier au sein du GFEN. Elle a également coordonné plusieurs ouvrages sur l'école maternelle, réfléchissant aux pistes possibles pour faire réussir tous les élèves.

© MIRA / MIRA

Pourquoi s'interroger sur la pertinence de l'innovation ?

CP. L'innovation semble devoir s'imposer, comme la « modernité », alors que les écarts entre élèves ne cessent de se creuser. Or l'innovation, telle qu'elle est promue aujourd'hui, porte des conceptions de l'école, des savoirs, de l'enseignement et de l'apprentissage qui engagent l'avenir de manière plus ou moins masquée. Ainsi au nom de LA science prétendument neutre, le retour en force d'une conception naturalisante du développement, des « talents » est une remise en cause de l'égalité. Naturaliser les différences entre élèves, alors qu'elles ne sont en rien naturelles mais socialement et culturellement construites, c'est hiérarchiser les individus. Cette « innovation » c'est aussi la marchandisation accélérée de l'école qui menace le service public d'éducation (marchandisation y compris dans l'éducation à l'esprit d'entreprise). C'est le rejet de décennies de recherches universitaires et pédagogiques et la négation de la complexité du métier avec la prescription de « bonnes pratiques » où l'enseignant n'est plus acteur mais exécutant. C'est aussi l'absence de réflexion sur les savoirs qui sont réduits à des informations au profit des comportements... Les vraies questions sont évacuées. Enseignants et élèves sont seuls comptables de leurs échecs : les élèves s'ils ne se sai-

ssissent pas de l'égalité des chances, les enseignants s'ils manquent de charisme pour appliquer les « bonnes » méthodes.

Faites-vous référence à des innovations particulières ?

CP. Il en naît tous les jours mais certaines ont bénéficié très largement de soutiens médiatiques et politiques, et visaient particulièrement les enseignants et les parents légitimement inquiets face à l'avenir. Je pense à Gardner dont les intelligences multiples

« Naturaliser les différences entre élèves (...) c'est hiérarchiser les individus. »

ressemblent étonnamment à des dons ; à Céline Alvarez qui a omis de révéler quels appuis politiques et financiers lui ont permis une expérience privée, et a menti sur sa validation. Ou encore à Montessori qui a apporté des ruptures au début du 20^e siècle mais qui est devenue un produit marchand, très cher, promu par le ministre, sur des bases idéologiques et pédagogiques plus que discutables. Rythme « naturel », absence du langage comme construction de la pensée, rapport à l'obéissance... Ces exemples sont très emblématiques des menaces qui pèsent sur le service public. Une pédagogie officielle renvoie à des modèles politiques inquiétants.

L'égalité semble actuellement critiquée car jugée vaine et responsable d'une baisse de niveau. Peut-on encore la promouvoir ?

CP. Le terme d'égalitarisme dit bien le mépris dans lequel le ministère envisage l'égalité. Le retour à l'égalité des chances a pour fonction de faire accepter l'inacceptable, sauf à penser que l'école est une loterie. La baisse de niveau invoquée ne renvoie nullement à la réalité, en revanche les écarts se creusent de plus en plus entre élèves car l'école reproduit et aggrave les inégalités sociales, qui deviennent des inégalités scolaires. Comment justifier que des enfants soient d'emblée, de par leur origine, exclus de ce qui fait notre commune humanité ? L'accès aux savoirs pour tous est un droit, et une nécessité. Quel avenir pour une société amputée de la moitié de ses membres ? Pour autant il ne suffit pas de décréter l'égalité, mais de la faire vivre dans des partis-pris, des choix politiques, des pratiques.

Vous parlez de faire reculer l'échec... Cela se joue déjà dès la maternelle ?

CP. Le rôle premier de l'école maternelle est de doter tous les enfants des outils cognitifs et langagiers pour qu'ils puissent entrer dans les apprentissages scolaires, quels que soient leurs trajets singuliers. Elle n'y parvient pas quand elle sous-estime

« Ces exemples sont très emblématiques des menaces qui pèsent sur le service public. »

les différences lorsque les apprentissages sont conçus en fonction des enfants les plus connivents. Mais aussi quand elle les surestime (avec une baisse des exigences, une adaptation à ce qui est perçu comme des manques).

Quelles sont alors les pistes possibles pour lutter contre les inégalités scolaires ?

CP. Il faut d'abord rappeler que c'est possible et que des enseignants s'y emploient avec succès. La conviction que tous les enfants sont capables d'apprendre et de progresser est une condition nécessaire. L'urgence est à une formation initiale et continue qui outille sur ce qui fait difficulté pour les élèves. Elle doit être en lien avec la recherche universitaire et pédagogique, afin que les enseignants construisent collectivement leur professionnalité. La formation doit remettre en chantier une réflexion sur les missions assignées à l'école que transmettre ? Comment, dans quelles finalités ? Pour que l'égalité d'accès à la culture ne soit pas un slogan mais s'inscrive dans le réel. **PROPOS RECUEILLIS PAR MATHILDE BLANCHARD**